

ESPAGNE Le groupe séparatiste basque vient de subir de cuisants échecs qui laissent la mouvance exsangue

ETA prépare l'adieu aux armes

Deux personnes ont été blessées hier dans l'explosion d'un engin visant un hôtel de la station balnéaire de Denia, dans le sud-est de l'Espagne. Selon la police locale, l'attentat est survenu peu après un appel téléphonique de revendication au nom d'ETA. A Madrid, le Parlement espagnol doit débattre demain du « plan Ibarretxe » qui propose une extension du statut d'autonomie du Pays basque.

Bilbao-San Sebastian :
de notre envoyé spécial
Thierry Oberlé

ETA va-t-elle déposer les armes ? Les policiers avancent l'hypothèse avec incrédulité. Mais au Pays basque espagnol, la faiblesse de l'organisation clandestine laisse espérer à une partie de l'opinion publique que les terroristes pourraient bel et bien mettre prochainement fin à leur sanglante dérive. ETA vient de subir des revers majeurs à la fois militaires, politiques et financiers. Ces échecs sont si importants qu'en dépit de l'ultrasectarisme des etarras, les militants séparatistes, des voix s'élèvent à l'intérieur même du mouvement pour mettre en cause la stratégie de la violence. En juillet dernier, un groupe de six prisonniers basques, parmi lesquels figure Mugika Garmendia dit Pakito, un chef emblématique de l'ETA dans les années 80, a signé une

politique et militaire doit quitter la rue pour être transféré dans le débat démocratique, il faut l'amener à la table des négociations », affirme Arnaldo Otagi, le porte-parole de Herri Batasuna.

Dans la mouvance nationaliste modérée, certains veulent croire malgré tout à un indéchiffrement. « ETA a pris voici plus d'un an la décision d'abandonner les armes », pense Gorka Knorr, le vice-président du Parlement basque. « Les choses vont bientôt bouger. Des contacts sont noués, peut-être pas encore avec le gouvernement, mais en tout cas avec des socialistes. Il y aura sûrement après les élections régionales de mai une déclaration officielle. Pour moi, il est acquis que nous entrons dans une nouvelle phase », poursuit-il. L'ancien responsable de la chambre syndicale des patrons basques et chef d'Eusko Alkartasuna (EA) prendrait-il ses désirs pour des réalités ?

« Il n'y a pas de certitude sur un possible arrêt des hostilités mais un ensemble de facteurs qui, mis bout à bout, pourraient mettre

en cause la continuité de la stratégie d'ETA », nuance Florencio Dominguez, un analyste de l'agence Vasco Press. « L'ETA connaît une crise d'une extrême gravité. Il faut remonter plus de trente ans en arrière pour connaître une période avec aussi peu d'attentats », rappelle le journaliste. Les dernières actions spectaculaires d'ETA sont l'explosion simultanée de quatre bombes dans des stations-service de Madrid, en décembre, et le déclenchement d'une voiture piégée contenant quarante kilos d'explosifs dans une banlieue de Bilbao, en janvier. Au total, 23 attentats de faible puissance ont été revendiqués entre le 15 septembre et le 22 décembre 2004. Les meurtres de personnalités politiques, de magistrats ou d'intellectuels ont cessé depuis deux ans.

Avec la capture de Miguel Antza et de sa compagne Anboto en octobre sur le sol



La dernière action spectaculaire d'ETA, l'explosion d'une voiture piégée contenant quarante kilos d'explosifs dans une banlieue de Bilbao, remonte au 18 janvier. Entre le 15 septembre et le 22 décembre, 23 attentats ont été revendiqués. (Photo José Sima/VAP)

français, le groupe terroriste a subi une déroute qu'il ne parvient pas à surmonter. Ce n'est pas la première fois, dans la saga engagée en 1969, que le commandement politico-militaire est décapité. Des irréductibles sont prêts à reprendre le flambeau, tels Josu Ternera ou Garikoitz Azipazu dit Txeroki, un ancien dirigeant de la kalle borroka, la guérilla de rue. Mais les arrestations d'octobre se sont accompagnées de l'effondrement de pans entiers de la logistique d'ETA. De l'avis des

policiers français, 90 % de l'infrastructure de l'organisation est détruite. Aux abois, les éléments opérationnels encore en cavale ont perdu d'importants stocks de matériel. Ils seraient, selon les spécialistes, de 300 à 400 à évoluer dans un climat de suspicion générale. Craignant d'être infiltrés par des indicateurs, ils auraient du mal à communiquer entre eux. « Nous sommes proches de la fin », commente un policier français.

ETA pourrait avoir intérêt à décréter une trêve pour ga-

agner du temps et refaire ses forces, comme en 1998. Le débat interne semble pourtant bien réel, comme semble le prouver le travail de réflexion sur le passé de l'organisation engagé par les militants emprisonnés.

Cela suffira-t-il pour que s'enclenche un processus de négociations, comme en Irlande du Nord ? Rien n'est moins sûr. D'une extrême prudence, le président du gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, se dit prêt à saisir la plus mince occasion de négocier

pour mettre fin au conflit au Pays basque, mais à condition que le groupe séparatiste annonce au préalable un désarmement unilatéral. Des contacts entre Madrid et ETA, accompagnés d'une trêve, avaient déjà eu lieu en 1989 à Alger, puis en 1999 à Zurich. Les conversations avaient échoué. Le sort réservé aux activistes emprisonnés est traditionnellement le premier sujet abordé dans ce genre de discussions. Au-delà d'une loi d'amnistie, les séparatistes réclament une « démilitarisation » du Pays basque et défendent l'indépendance sur la base d'une idéologie xénophobe et ségrégationniste. « On ne peut pas les convaincre mais seulement les vaincre car, sur le fond, ces gens n'ont jamais bougé d'un iota. N'écoutez pas le chant des sirènes nationalistes », tranche Maria San Gil, la présidente du Parti populaire au Pays basque. Quant aux socialistes locaux qui nient le moindre contact avec des etarras, ils jurent que rien ne changera tant qu'ETA n'annoncera pas, comme l'avait fait l'IRA nord-irlandaise, l'adieu aux armes.

Des séparatistes asphyxiés

Pris en étau par les policiers espagnols et français, ETA a dans le même temps subi les conséquences dévastatrices de l'offensive du juge Baltasar Garçon. L'interdiction de Herri Batasuna prononcée en août 2002 par le magistrat madrilène a privé la mouvance radicale de ses avantages financiers et sociaux légaux. Trois ans plus tard, la formation indépendantiste est privée de son millier d'élus et de ses pompes à finances. Quant à son électoral, il a tendance à se rapprocher des partis basques jouant le jeu institution-

nel. Dès 2001, Herri Batasuna avait perdu 80 000 électeurs et ne représentait que 10 % des voix. L'ETA souffre également de l'effet des attentats islamistes de Madrid. Depuis le 11 mars 2004, le refus de la violence a encore gagné du terrain dans une société basque déjà profondément traumatisée et déstabilisée par les assassinats d'ETA. Classée dans la même catégorie qu'al-Qaïda par la communauté internationale, ETA, son armée de l'ombre et ses satellites sont de plus en plus marginalisés.

Selon les policiers français, 90 % de l'infrastructure de l'organisation est détruite

lettre ouverte pour réclamer l'abandon des armes. Elevés au rang de martyrs par les sympathisants en raison de leur détention, Mugika Garmendia et ses camarades constatent que la lutte armée n'a pas permis aux séparatistes d'obtenir gain de cause. Ils veulent maintenant en tirer les conséquences. « Jamais, dans l'histoire de l'organisation, nous n'avons été aussi mal », écrivent-ils.

Bien que minoritaire, leur démarche a valeur de symbole. Car dans ses déclarations officielles, la mouvance clandestine se garde bien de renier ses dogmes ou d'ébaucher un début de repentance. Herri Batasuna, le parti aujourd'hui interdit considéré comme la vitrine politique d'ETA (voir encadré), se contente dans sa dernière intervention d'appeler le gouvernement socialiste de José Luis Rodríguez Zapatero à ouvrir des négociations pour que cessent les violences. « Le combat